

Comparez à cet appel à la charité la déclaration arrogante du premier ministre à London, en novembre dernier:

N'est-il pas vrai que peut-être de plus en plus de gens n'admettent plus la valeur du travail et ne veulent pas reconnaître qu'un emploi utile est nécessaire à la production d'un plus grand nombre de biens matériels... De plus en plus de jeunes gens semblent dire: Eh bien, c'est la qualité de la vie qui compte, et non l'abondance de biens matériels. Certains d'entre eux sont sans emploi, mais leur vie est plus significative—à leur avis—que celle d'une autre personne qui travaille 40 heures par semaine pour produire ce qui, à leur avis, est inutile pour la société et peut même peut-être servir à des fins négatives...

Non seulement le premier ministre manque-t-il de charité, mais il s'est servi d'une attitude anti-travail qui n'existe pas chez les jeunes comme prétexte pour glisser sur un problème important qu'il n'a ni le désir, ni la capacité de résoudre. La jeunesse ne se contente pas d'une vie passive, ni de vivre aux crochets de l'assistance sociale, à constaté le Conseil, mais elle montre autant d'ardeur à chercher un emploi et à assurer sa propre subsistance que ses aînés. Alors que le premier ministre estime que, pour les jeunes, le chômage a une certaine valeur, comme le montre le passage que je viens de citer du discours qu'il a fait à London, le Conseil a découvert exactement le contraire. On déclare dans le rapport du Conseil canadien de développement social:

... les jeunes gens ayant fait une demande d'assistance sociale que nous avons interrogés n'ont absolument pas rejeté le principe du travail et de l'importance essentielle qu'a ce dernier pour leur développement et leur épanouissement. La plupart des jeunes interrogés regrettaient amèrement d'être forcés de faire une demande d'assistance sociale... Le besoin d'avoir une activité qui représente quelque chose et le désir de subvenir à leurs propres besoins sont enracinés en eux.

L'opinion du premier ministre selon laquelle les jeunes ont rejeté l'éthique du travail n'est pas la seule de ses fausses idées que détruit le travail de recherche du Conseil. Le premier ministre s'est souvent plaint du refus apparent des gens, et en particulier des jeunes, de déménager pour aller vivre là où il est censé y avoir des emplois. Là encore, les témoignages montrent que le premier ministre a tort. Dans un discours qu'il prononçait à Niagara Falls le 2 avril 1971, le premier ministre affirmait, comme il l'avait déjà souvent fait, et comme il l'a souvent répété depuis:

Nous pourrions assurer un taux de chômage beaucoup plus faible au Canada si vous nous laissiez vous envoyer, vous ou vos enfants, là dans le pays où il y a du travail. Et il y a bien des emplois au Canada qui restent vacants. Plusieurs députés du nord de l'Ontario m'ont dit... que tous les jeunes qui étaient prêts à aller travailler là-bas dans les mines y trouveraient toujours du travail. Ce n'est donc que dans certaines régions qu'il y a du chômage, peut-être parce que certains des jeunes ne veulent pas quitter leurs familles ou leurs petites amies, ou je ne sais pourquoi...

Le Conseil canadien de développement social, comme quiconque a analysé la situation sérieusement, rejette cette accusation portée contre les jeunes en chômage:

On ne peut reprocher aux jeunes requérants (d'assistance sociale) à la recherche d'un emploi leur manque de mobilité. De ceux qui avaient refusé un emploi, 8,7 p. 100 seulement l'avaient fait parce que l'emploi en question était situé dans un endroit où ils ne voulaient pas vivre. Ces gens ne représentaient que 2 p. 100 du nombre total des jeunes qui ont fait une demande (d'assistance sociale).

Le conseil établit donc que les flétriures dirigées par le premier ministre à l'endroit des jeunes du Canada sont sans fondement. La racine du mal ne tient, selon le conseil, ni à la paresse innée des jeunes ni à leur opposition à «l'establishment»; on y lit qu'au contraire:

[M. Marshall.]

Collectivement ces jeunes gens sont en général les impuissantes victimes de circonstances qui leur échappent et qui comprennent les rapides changements techniques et sociaux et le compromis entre le plein emploi et l'inflation.

Les statistiques du chômage chez les jeunes et le nombre de ceux qui sont poussés à recourir à l'assistance publique, comme conséquence des politiques économiques fédérales, sont alarmants. Dans ma province de Terre-Neuve, le nombre des assistés sociaux chez les jeunes de 15 à 19 ans est passé de 626 à 1,425, et dans le groupe d'âge de 20 à 24 ans, ce nombre est passé de 1,044 à 1,311 entre mars 1970 et mars 1971, bien que le nombre de ceux qui recourent temporairement à l'assistance sociale ait diminué de 6 p. 100 au cours de la même période. Ce n'est pas par choix que ces jeunes adoptent comme mode de vie de bénéficiaire de l'assistance sociale; ils y sont littéralement poussés.

• (2020)

Selon le rapport du Conseil canadien de développement social, il est évident que certains jeunes sont prêts à se serrer la ceinture avant de demander des prestations d'assistance publique. Les valeurs inculquées par leur éducation leur rend inacceptable l'idée d'assistance publique, et ces valeurs se déracinent difficilement même lorsque les jeunes font face à la famine et aux privations.

La plupart des jeunes ont dit aux intervieweurs qu'ils rejetaient l'assistance publique comme mode de vie; 97,3 p. 100 ont déclaré qu'elle n'était qu'une aide temporaire, alors que plus du tiers la considéraient comme «un gros piège». Mais la plupart n'avait pas d'autre choix. La majorité venait de familles nombreuses à revenus inférieurs à la moyenne et ne pouvaient pas revenir à la maison. Pour la plupart, le manque d'instruction était aussi un sérieux désavantage. Les jeunes Canadiens ne veulent pas vivre de prestations d'assistance publique. Comme le disait le *Journal d'Ottawa* le 12 juin 1972:

La situation est des plus déprimantes et des plus inquiétantes. D'une façon ou de l'autre, la société, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, doit s'organiser de manière à permettre aux jeunes de travailler. Si les jeunes ne travaillent pas, la portée du problème dépassera de beaucoup les chiffres de chômage: cela signifiera que les gens qui feront l'avenir de la nation seront aigris et mécontents et que leur courage tout comme leurs qualités civiques ne portera que des fruits gâtés.

Un des aspects vraiment surprenants de ce gouvernement, monsieur l'Orateur, est la manière dont il arrive à détruire une bonne idée au lieu de l'exploiter. Je pense au programme d'été pour les étudiants créé par le ministère de la Défense nationale. L'année dernière, le gouvernement a fait d'excellentes innovations pour la formation de troupes de réserve et de cadets. Je pense principalement à la partie du programme qui a permis à des milliers de jeunes de travailler dans des établissements militaires et d'apprendre à diriger, à recevoir une formation civique, à donner les premiers soins, à prévenir la pollution, et leur a fait acquérir dans d'autres domaines une expérience valable qui leur sera très utile lorsqu'ils seront adultes, tout en leur procurant quelques centaines de dollars pour poursuivre leurs études.

Le ministère de la Défense nationale a été jusqu'à mener une enquête auprès des étudiants et leurs parents; on a constaté que dans 90 p. 100 des cas, les résultats étaient excellents et que les étudiants comme leurs parents approuvaient les programmes. Selon un des plus vieux principes, il faut affirmer le succès. Je ne sais pas combien de fois j'ai fait au gouvernement des recommandations au sujet de ce programme et je lui ai demandé de